



Cofinancé par
l'Union européenne



PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL 2023-2027
PROJET COFINANCÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE
Défense des Forêts Contre l'Incendie

MARCHE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE DE SERVICES INTELLECTUELS

**MISSION DE COORDINATION ENVIRONNEMENTALE
POUR LA REALISATION DE LA REFECTION PARTIELLE
DE LA PISTE DFCI DE LA GLACIÈRE**

N°2025-7300-025

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MARCHE PONCTUEL SIMPLE A PROCEDURE ADAPTEE

(en application du Code de la Commande Publique 2019 paru le 05 décembre 2018 au Journal Officiel
de la République Française)



MAÎTRE D'OUVRAGE :
OFFICE NATIONAL DES FORÊTS
Direction Régionale de La Réunion
Boulevard de La Providence
CS 71072
97404 SAINT DENIS Cedex
Téléphone : 02 62 90 48 00
Mél : dr.reunion@onf.fr

Table des matières

1.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.	OBJECTIFS DE LA MISSION	5
2.1	Phase préparation CCATP et RENDU des livrables de l'entreprise choisie	5
2.2	Phase de préparation du chantier	6
2.3	Phase de démarrage des travaux.....	6
2.4	Phase repli de chantier et bilan	7
2.5	Tranches optionnelles.....	7
3.	DELAIS D'EXECUTION	7
3.1	Phase préparation DCE et RENDU des livrables de l'entreprise choisie	7
3.2	Phase préparation de chantier	8
3.3	Phase démarrage des travaux.....	8
3.4	Phase Repli de chantier et Bilan	8
3.5	Tranches optionnelles.....	9
4.	MOYENS DE L'ETUDE	9
5.	RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE.....	9
6.	CONDITIONS PARTICULIERES.....	10
6.1	Délai d'exécution.....	10
6.2	Mémoire technique.....	10
7.	ANNEXES	10
	Annexe 1 : Localisation des travaux	10
	Annexe 2 : Etude de faisabilité	10
	Annexe 3 : Planche type pour aspect paysagiste	10
	Annexe 4 : Levé topo octobre 2024	10
	Annexe 5 : Rétroplanning	10
	Annexe 6 : CCTP MOE Glacière.....	10
	Annexe 7 : HSVM - Evaluation Environnemental	10
8.	LOGOS FINANCEURS	10

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Dans le cadre des travaux de **réfection de la tranche 1 de la Piste DFCI de la Glacière** sur la commune de Saint-Paul, l'ONF cherche un coordinateur environnemental pour assurer la coordination environnementale des études de conception et travaux.

La Piste DFCI (Défense des Forêts Contre les Incendies) de la Glacière est une piste de 4,193 km en terrain naturel située sur le massif du Maïdo.

La localisation du site des travaux est donnée en annexe 1 du présent document.

La piste de l'OPAR, déjà bétonnée, relie l'OPAR et le parking du Belvédère du Maïdo. La piste de la Glacière démarre au croisement situé au dernier virage de la piste de l'OPAR et elle se termine au niveau de l'ancienne Glacière, un site à forte valeur patrimoniale. La planèze du secteur de la Glacière constitue un espace à très forts enjeux environnementaux et paysagers, situé au cœur du Parc National et inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Lors des grands incendies ayant touché le Maïdo, cette piste a joué un rôle stratégique pour la protection des espaces naturels remarquables, notamment le triangle des Bénaires. Cependant, la succession des événements climatiques extrêmes (fortes pluies, cyclones) a fortement dégradé son état.

Cette dégradation compromet gravement la stratégie DFCI sur un secteur à haute valeur écologique, en rendant inaccessible plusieurs zones sensibles ainsi que deux citernes d'eau DFCI.

Deux études techniques ont été menées en 2020 et 2023, mais la demande de travaux fondée sur l'étude de 2023 a fait l'objet d'une demande de précisions par le Parc National. Une nouvelle étude réalisée fin 2024, a permis de répondre aux réserves formulées et constitue la base de réflexion du projet. Ce projet validé par l'ensemble des parties prenantes sur la DFCI à la Réunion (DAAF, SDIS, Parc National, EMZ, Département) fait l'objet d'une autorisation préalable de travaux en cours de validation par le Parc National de la Réunion.

Les travaux projetés visent une réfection de la tranche 1 de la piste existante, sans modification de son emprise, en s'attachant à limiter au strict minimum les impacts environnementaux et paysagers. Ils s'inscrivent dans une logique de « juste équipement », telle qu'elle est définie dans le Plan de Massif de Protection des Forêts Contre les Incendies (PMPFCI), conciliant sécurité, préservation du patrimoine naturel et intégration paysagère.

Dans ce contexte sensible, la mission d'un coordinateur environnemental est essentielle.

Ce dernier aura pour rôle **d'accompagner la maîtrise d'ouvrage dans la mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement tout au long du chantier.**

Il veillera également à la conformité réglementaire des interventions, à la préservation des milieux naturels (notamment les espèces endémiques et les habitats sensibles) et à la prévention de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Il assurera l'application des mesures d'évitement et de réduction des impacts sur l'environnement.

Il jouera un rôle de conseil, de contrôle et de médiation entre les entreprises, les institutions (Parc National, ONF, SDIS), la MOE (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) et les autres parties prenantes, afin

de garantir que les travaux de réfection soient compatibles avec les exigences de conservation du Bien UNESCO et les objectifs de défense contre les incendies.

Dans ce cadre, la consistance des travaux et des aménagements, les mesures de sauvegarde et de protection en milieu naturel, ainsi que les dispositifs de surveillance du chantier doivent être précisément définis et appliqués. Ces prescriptions environnementales, intégrées dès la phase de préparation, devront être strictement respectées par les titulaires tout au long de l'exécution des travaux, sous le contrôle du coordinateur environnemental.

L'autorisation spéciale du Parc National est en cours. Elle autorisera la réalisation des travaux décrits ultérieurement, et ses prescriptions devront être respectées.

Les documents à produire devront être conformes aux prescriptions du Parc National et feront l'objet d'échanges entre l'équipe de maîtrise d'œuvre de conception et l'ONF pour s'assurer de la bonne prise en compte de l'ensemble des enjeux du site. Ces documents seront modifiés jusqu'à validation par l'ONF.

Une étude de faisabilité a été réalisée l'année dernière, disponible en annexe 2.

Il est demandé à la maîtrise d'œuvre de conception de mettre à jour les zones de travaux, leur longueur ainsi que la nature des interventions à y réaliser.

L'ONF assurera la mission de maîtrise d'ouvrage d'exécution, sur la base des documents fournis par la maîtrise d'œuvre de conception.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION

La zone de travaux à étudier concerne la première partie de la piste, de l'entrée à la première citerne soit environ **1 700 ml**. La mission du coordinateur environnementale sera composée des points suivants :

TRANCHE FERME

2.1 Phase préparation CCATP et RENDU des livrables de l'entreprise choisie

- Rendez-vous de concertation avec le Parc National, MOA et MOE (dont visite sur site).
- Établissement des documents et des protocoles ayant pour objectif de permettre à l'entreprise de former l'ensemble de l'équipe de chantier à la sensibilisation sur les espèces à préserver et les principaux enjeux environnementaux, ainsi que d'afficher sur site les mesures environnementales dès le démarrage du projet. Le CE n'a pas à charge de réaliser les formations.
 - Guide de protection de la faune (biodiversité)
 - Guide de préservation de la flore (biodiversité)
 - Protocole de transplantation végétale (si applicable), incluant la supervision
 - Règles de biosécurité à appliquer sur site
 - Mesures de prévention des incendies.

- Le coordinateur environnemental est chargé de la rédaction d'une notice environnementale contenant les prescriptions environnementales qui seront annexées au dossier d'appel d'offres (CCAP et CCTP). Ces prescriptions doivent :

- Présenter les enjeux et contraintes environnementaux ;
- Définir les responsabilités des entreprises ;
- Spécifier les types de mesures et procédures à appliquer ;
- Lister les documents contractuels auxquels les entreprises devront se conformer (PAE, SOGED...).
- Détailler les pénalités aux entreprises lors du non-respect des prescriptions.

- Evaluation du dossier envoyé par l'entreprise (APD et DCE travaux) :

2.2 Phase de préparation du chantier

- Le coordinateur vérifiera si l'entreprise a bien **respecté les critères établis par ses documents et protocoles avant le démarrage du chantier.**

- **Visite des lieux de sensibilisation environnementale** avec les entreprises et rappel des règles et des prescriptions selon besoin.

- **Identification et marquage de la végétation protégée ou patrimoniale à préserver.** Le coordinateur veille à ce que les espèces protégées soient identifiées avant le début du chantier et qu'elles sont marquées avec des rubans biodégradables. Ces marquages doivent être retirés une fois le chantier terminé.

- **Avis écologique sur la délimitation des zones de chantier** Il donnera un avis sur les zones de travaux proposés par le MOE en tenant compte des enjeux écologiques : repérage des arbres et espaces à préserver, organisation des coupes nécessaires (si besoin) ainsi que gestion du déplacement ou de la transplantation des espèces sensibles.

- RDVs concertation avec le Parc national, MOA et MOE.

- **Analyse et suivi** sur la procédure des entreprises, notamment :

SOPAE (Schéma Organisationnel pour la Protection de l'Air et de l'Eau)
SOGED (Schéma Organisationnel de Gestion des Déchets)
Procédures relatives au défrichage et au débroussaillage
Plan d'installation du chantier
Protocole de gestion des flux de matériaux
Moyens mis en œuvre pour le suivi environnemental du chantier.
PAQ Plan d'Assurance Qualité,
PAE Plan d'Assurance Environnement

2.3 Phase de démarrage des travaux

Dans l'éventualité, très peu probable, où un débroussaillage serait nécessaire, le coordinateur environnemental procédera à une inspection écologique préalable sur l'ensemble des emprises concernées. Cette inspection inclura un protocole adapté, défini par le coordinateur avant la phase

APD. Il conviendra de limiter le nombre d'éventuels piquetages au strict minimum nécessaire et de viser à les réaliser lors des réunions de chantier (*si besoin, rdvs convenus au démarrage de la phase*).

- **Visites de chantier** : Contrôle des installations de chantier des entreprises, des emprises, des systèmes d'assainissement, des moyens mis en œuvre pour la protection environnementale (aires de stockage, de lavage, d'entretien, etc.) et pour la limitation des nuisances, y compris envers les tiers (riverains, usagers). 15 réunions seront prévues au cours des 7 mois de travaux.
- **Des conseils et interventions ponctuels** pourront être mobilisés selon les problématiques rencontrées, afin d'apporter une expertise ciblée et adaptée aux besoins du chantier.
- **Coordination des opérations de transplantation écologique**, si nécessaire (prévoir un forfait pour une transplantation).

2.4 Phase repli de chantier et bilan

- **Vérification** du bon repli des installations et de l'état des lieux après travaux
- **Préconisation** de mesures complémentaires éventuelles, en cas de dégradation
- **Rédaction d'un bilan succinct de l'opération** d'un point de vue environnemental. Cet écrit sera fourni au maître d'ouvrage pour diffusion aux partenaires concernés.

2.5 Tranches optionnelles

- Tranches optionnelle 1 : 3 Rendez-vous
- Tranches optionnelle 2 : 3 Rendez-vous
- Tranche Optionnelle 3 : Coordination des opérations de transplantation écologique d'espèces protégées, si nécessaire, y compris dossier DEAL (prévoir un forfait pour une transplantation).
- Tranche Optionnelle 4 : Coordination des opérations de transplantation écologique d'espèces non protégées, si nécessaire (prévoir un forfait pour une transplantation).
- Tranche Optionnelle 5 : Des conseils et interventions ponctuels pourront être mobilisés selon les problématiques rencontrées, afin d'apporter une expertise ciblée et adaptée aux besoins du chantier.

DELAIS D'EXECUTION

2.6 Phase préparation DCE et RENDU des livrables de l'entreprise choisie

- Rendez-vous concertation avec le Parc National, MOA et MOE: ***convenus au préalable, avant le démarrage de la phase***
- Établissement des documents et des protocoles ayant pour objectif de permettre à l'entreprise de former l'ensemble de l'équipe de chantier à la sensibilisation sur les espèces à préserver et les principaux enjeux environnementaux, ainsi que d'afficher sur site les mesures environnementales dès le démarrage du projet : ***au démarrage de la phase APD Entreprises***
- Rédaction d'une notice environnementale contenant les prescriptions environnementales à intégrer au DCE (PAE, SOGED, etc.) et les pénalités aux entreprises lors du non-respect de espèces protégées : ***une semaine dès le démarrage de la phase***
- Evaluation du dossier envoyé par l'entreprise (AVP et DCE travaux) : ***une semaine dès réception des documents***

2.7 Phase préparation de chantier

- Le coordinateur vérifiera si l'entreprise a bien respecté les critères établis par ses documents et les **protocoles : avant le démarrage du chantier.**
- Visite des lieux avec les entreprises : **convenus au préalable, avant le démarrage de la phase correspondante**
- **Identification et marquage de la végétation protégée : avant le démarrage du chantier et à la fin du chantier**
- Avis écologique sur la délimitation des zones de chantier **avant le démarrage du chantier.**
- RDVs concertation avec le Parc national, MOA et MOE : **convenus au préalable, avant le démarrage de la phase correspondante et respectant le planning de l'équipe**
- Analyse et suivi sur la procédure des entreprises (à exemple ; SOPAE, SOGED, PAQ, PAE, procédures relatives au défrichement et au débroussaillage, plan d'installation du chantier, protocole de gestion des flux de matériaux et moyens mis en œuvre pour le suivi environnemental du chantier) : **procédures réalisées avant le démarrage de la phase et suivies selon planning établi au préalable de la phase**

2.8 Phase démarrage des travaux

Dans le cas, peu probable, où des opérations de débroussaillage s'avèreraient nécessaires, le coordinateur environnemental effectuera au préalable une inspection écologique sur l'ensemble des emprises concernées. Cette intervention s'appuiera sur un protocole spécifique, élaboré par le coordinateur avant le lancement de la phase APD. Il sera recommandé de réduire au maximum le nombre de piquetages éventuels, en privilégiant leur réalisation durant les réunions de chantier. Si besoin, des rendez-vous pourront être planifiés dès le début de la phase (**si besoin, rendez-vous convenus au démarrage de la phase**).

- Visites de chantier sur la durée du chantier pour le contrôle des installations de chantier, des emprises, des systèmes d'assainissement, des moyens mis en œuvre pour la protection environnementale (aires de stockage, de lavage, d'entretien, etc.) et pour la préservation des nuisances y compris des tiers (riverains, usagers...) **convenus au préalable, avant le démarrage de la phase correspondante et respectant le planning de l'équipe**
- **Possibilité d'interventions ponctuelles (vacations) en cours de chantier, selon les besoins. Si besoin, rdvs convenus le long de la phase**
- **Coordination des opérations de transplantation écologique, si nécessaire (prévoir un forfait pour une transplantation).**

2.9 Phase Repli de chantier et Bilan

- Vérification du bon repli des installations et de l'état des lieux après travaux **une semaine dès la fin**
- Préconisation de mesures complémentaires éventuelles en cas de dégradations. **Une semaine dès constat de la dégradation**
- Rédaction d'un bilan succinct de l'opération d'un point de vue environnemental. Cet écrit sera fourni au maître d'ouvrage pour diffusion aux partenaires concernés. **Une semaine dès la fin du repli du chantier**

2.10 Tranches optionnelles

Le dates sur les tranches respectives seront définies en cours des phases

- Tranches optionnelle 1 : 3 Rendez-vous y compris 1 rapport avec des prescriptions et un avis
- Tranches optionnelle 2 : 3 Rendez-vous y compris 1 rapport avec des prescriptions et un avis
- Tranche Optionnelle 3 : Coordination des opérations de transplantation écologique d'espèces protégées, si nécessaire, y compris dossier DEAL (prévoir un forfait pour une transplantation).
- Tranche Optionnelle 4 : Coordination des opérations de transplantation écologique d'espèces non protégées, si nécessaire (prévoir un forfait pour une transplantation).
- Tranche Optionnelle 5 : Des conseils et interventions ponctuels pourront être mobilisés selon les problématiques rencontrées, afin d'apporter une expertise ciblée et adaptée aux besoins du chantier.

3. MOYENS DE L'ETUDE

Le titulaire s'engage à disposer des moyens techniques et humains, dont les performances seront suffisantes pour mener à bonne fin les prestations demandées.

L'entrepreneur désignera, dès la passation du marché, un responsable qui sera l'unique interlocuteur du maître d'ouvrage. Cette personne devra avoir toutes les compétences requises pour répondre aux questions et discuter les solutions envisagées pendant la durée d'exécution intégrale. Ce référent sera chargé de faire la synthèse des documents à présenter à l'ONF à chaque étape.

La réalisation des travaux est souhaitée pour l'année 2026, d'avril à début décembre (période sèche). L'ensemble des documents d'études ainsi que les pièces du DCE devront être rendus et validés avant la fin des congés du BTP 2025-2026, pour permettre ensuite la consultation des entreprises de travaux dans des délais raisonnables.

4. RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE

Les prestations seront exécutées conformément aux documents normatifs français émanant de l'AFNOR, aux guides, recommandations, directives et modes opératoires émanant des ministères de tutelle ou de tout autre organisme ou groupe de travail officiellement reconnu.

Du seul fait de la remise de leur proposition, le coordinateur environnemental reconnaît s'être rendu sur les lieux, s'être rendu compte des moyens d'accès et de l'importance des travaux à exécuter, de toutes les difficultés qu'ils sont susceptibles de comporter, et d'avoir étudié de façon parfaite l'ensemble des travaux.

Les personnes à contacter sont nommées dans le Règlement de la Consultation si nécessaire.

En conséquence, il est convenu que, moyennant le prix qui est prévu au marché, l'entreprise retenue est le responsable du présent marché et devra l'intégralité des prestations indiquées dans ce cahier des charges, sans être fondé à se prévaloir d'erreurs, d'omissions ou d'insuffisance de renseignements

5. CONDITIONS PARTICULIERES

6.1 Délai d'exécution

Les délais d'exécution proposés par le candidat seront donnés dans l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement, face aux délais maximums donnés par l'ONF correspondant au rétroplanning, en *annexe 5*.

Toutefois, il est à noter que les travaux sont prévus pour l'année **2026** avec une consultation prévue au tout début de l'année. Ainsi, les documents devront être rendus et avoir été validés avant la fin des congés du BTP 2025-2026.

6.2 Mémoire technique

Le contenu du mémoire technique est décrit dans le Règlement de la Consultation du présent marché. De plus il est demandé au candidat de fournir la liste des études complémentaires qui seraient éventuellement nécessaires, d'en décrire succinctement le contenu et d'en évaluer le coût.

Ce mémoire devra intégrer toutes sujétions jugées pertinentes qui ne seraient pas mentionnées dans le présent CCTP ou le RC associé.

6. ANNEXES

Annexe 1 : Localisation des travaux

Annexe 2 : Etude de faisabilité

Annexe 3 : Planche type pour aspect paysagiste

Annexe 4 : Levé topo octobre 2024

Annexe 5 : Rétroplanning

Annexe 6 : CCTP MOE Glacière

Annexe 7 : HSVM - Evaluation Environnemental

Nb L'évaluation environnementale du plan de massifs des HSV a ses éléments retranscrits dans l'étude de faisabilité. Toutefois, si besoin, le document peut être demandé à l'ONF

7. LOGOS FINANCEURS

L'ensemble des pièces produites au cours de ce marché devront faire apparaître les logos des financeurs :



Cofinancé par
l'Union européenne



Les documents ne faisant pas apparaître ces logos seront systématiquement refusés.